

PROPOSITIONS CONCRETES D'INITIATIVE CITOYENNE POUR PLUS DE SECURITE, PLUS D'INFORMATION & PLUS DE LIBERTE EN MATIERE DE VACCINATION.

La crise européenne et celle des vaccins partagent plusieurs caractéristiques, ce qui n'est bien entendu pas un hasard. Dans un cas comme dans l'autre, les officiels proposent ou plutôt imposent de s'enfoncer encore un petit plus dans la mauvaise direction, sans jamais accepter la moindre remise en question.

C'est ainsi qu'on a déjà souvent entendu au niveau européen que pour résoudre les problèmes, il faudra inévitablement « plus d'Europe » ou encore que c'est « la seule solution ». De même, les échecs vaccinaux sont constamment passés sous silence avec comme seule solution proposée la recommandation de nouveaux rappels vaccinaux ou encore le développement de nouveaux vaccins censés entre autres lutter contre les effets de ceux déjà existants.

Dans les deux cas, on remarque également que les efforts des officiels consistent à **lutter contre toute forme de comparaison possible**, de façon à ne pas permettre aux gens de préférer un autre modèle économique, ou une autre forme de prévention. C'est ainsi que la presse a peu parlé de la révolution en Islande ou que l'Europe ne veut surtout pas lâcher la Grèce dont une relance progressive, hors zone euro, constituerait un « fort mauvais exemple » susceptible de faire réfléchir le public. Exactement comme la Ministre polonaise de la santé a été violemment critiquée parce que son choix de ne pas acheter de vaccins expérimentaux a permis à posteriori de démontrer que la vaccination anti-H1N1 avait été coûteuse et n'avait servi à rien. On comprend aussi dès lors mieux pourquoi l'Union européenne est fermement en faveur d'achats groupés de vaccins pour TOUS les pays, à l'échelon européen, en préparation des futures pandémies....

Au final, on remarque aussi que dans les deux cas, c'est le contribuable ou le patient qui paie les pots cassés mais qui ne bénéficie jamais d'aucun avantage. Le contribuable comme le patient doit donc assumer la faillite d'une idéologie financière d'un côté et sanitaire de l'autre. Il doit assumer le renflouement des banques et le coût financier et humain des vaccins achetés mais aussi de leurs lourds effets secondaires qui coûtent cher, et ce même si les gens n'établissent jamais le lien !

Cette situation scandaleuse amène Initiative Citoyenne à faire plusieurs propositions très concrètes, susceptibles d'apporter déjà plus de sécurité, d'information et de liberté en matière de vaccination.

Améliorer la sécurité des vaccins : POURQUOI & COMMENT

Les vaccins sont des produits administrés à très large échelle et majoritairement à des gens en bonne santé, qui ont donc dès le départ plus à perdre qu'à gagner sur le plan du fonctionnement de leur organisme. Ce faisant, et aussi parce qu'on vaccine dès le plus jeune âge et de façon très répétitive au cours de la vie, il est donc incompréhensible que les vaccins continuent de bénéficier de tas de passe-droits par rapport aux autres médicaments. Le fait qu'une fois administré, il n'y ait pas de possibilité d'en atténuer les effets en arrêtant la prise, comme pour un médicament classique, devrait d'ailleurs également rendre l'évaluation des vaccins plus stricte.

Il est par conséquent indispensable de réclamer la fin de tels passe-droits au niveau des essais cliniques qui précèdent l'octroi de l'autorisation de mise sur le marché (AMM). Cela suppose donc de réclamer les modifications suivantes :

- **Exiger des évaluations versus de vrais groupes placebos** (et non, comme c'est toujours le cas actuellement versus des gens ayant reçu d'autres vaccins ou des substances intrinsèquement toxiques qui biaisent ainsi toute comparaison) [1]
- **Exiger des évaluations sur une plus longue période** (et non seulement sur quelques jours ou quelques semaines comme c'est le cas actuellement), de façon à permettre une meilleure évaluation du risques de maladies auto-immunes qui peuvent parfois mettre des années à se déclarer. [2]
- **Exiger des analyses pharmacocinétiques** (qui sont pourtant exigées pour les autres médicaments et qui sont fort importantes puisqu'elles consistent à étudier le devenir du médicament et de ses composants, une fois dans l'organisme, c'est-à-dire comment il diffuse, se distribue, se métabolise, se décompose puis s'élimine). [3] Si cela avait été exigé pour les vaccins, jamais les officiels n'auraient pu prétendre à tort pendant des années que l'aluminium vaccinal était très vite éliminé alors qu'il est en autres stocké dans le cerveau sans plus jamais pouvoir en ressortir, comme démontré il y a quelques années par des chercheurs du CHU Henri Mondor à Créteil. Et des dizaines de milliers de victimes de la myofasciite à macrophages notamment auraient pu être évitées à l'échelle du monde. [4]
- **Exiger des tests de cancérogénicité, mutagénicité et tératogénicité**, des analyses pourtant là aussi exigées pour les autres médicaments et qui sont d'autant plus importantes que les vaccins incluent plusieurs substances chimiques toxiques dont certaines sont des cancérigènes certains et reconnus comme tels par les instances internationales (ex : formaldéhyde, cancérigène certain selon le CICR qui dépend de l'OMS !) ou encore, parce qu'ils sont administrés à des femmes enceintes bien qu'on ne dispose d'aucune donnée sérieuse dans cette population chez qui on doit au contraire normalement appliquer un légitime principe de précaution. Récemment, un article du Monde faisait aussi état des risques d'une exposition précoce aux substances chimiques sur le génome humain, avec possibilité de modifier l'expression de certains gènes en conditionnant ainsi le développement de maladies graves tardives, pouvant ne s'exprimer qu'à l'âge adulte.
- **Cesser de se baser sur le dogme scientifiquement faux de « la dose qui fait le poison »** car des substances chimiques peuvent avoir des effets désastreux, même à de très faibles taux. Or les seuils de toxicité ne sont qu'extrapolés et jamais testés, selon un récent article du Monde. [5]
- **Exiger une indépendance totale des agences, sans aucun financement par le monde de l'industrie**, de façon à respecter ces nouveaux critères d'évaluation.
- **Apprendre aux médecins et aux soignants à détecter un effet secondaire vaccinal**, ce qu'une majorité est incapable de faire, ce qui aggrave considérablement la sous-notification et donc l'évaluation correcte et objective du rapport bénéfices/risques. [6]
- **Exiger un élargissement des contre-indications médicales aux vaccins**. Ainsi, des enfants ayant déjà mal réagi aux précédents vaccins ou ayant des antécédents familiaux de maladies auto-immunes doivent pouvoir bénéficier de dérogations et d'exemptions de la part de l'ONE si le médecin traitant l'estime nécessaire.

Améliorer l'information en matière de vaccination : POURQUOI & COMMENT

La loi d'août 2002 sur les droits du patient est très précise dans son article 8 sur l'éventail des informations à donner à un patient avant tout acte médical (sur l'efficacité, les risques, leur gravité, leur fréquence, les alternatives possibles,...). Or avec les vaccins, les gens n'entendent jamais parler que des effets secondaires bénins comme fièvre, douleur et rougeur au point d'injection ce qui est donc trompeur au regard des risques graves scientifiquement constatés dans la littérature médico-scientifique mondiale. [7]

Une mesure concrète et qui serait donc rapide à mettre en œuvre serait l'obligation pour l'ONE ainsi que pour tout praticien qui vaccine avec des vaccins directement disponibles à son cabinet de communiquer, dans un délai suffisant, la notice des vaccins qu'on prévoit d'administrer.

Bien qu'encore fortement incomplètes, les notices des vaccins sont toutefois plus honnêtes que les pseudo-informations simplistes de l'ONE et l'exemple de la vaccination H1N1 a bien démontré la faisabilité de fournir aux patients une notice. La seule chose, c'est qu'il s'agira bien sûr de fournir cette notice pharmaceutique suffisamment longtemps et pas une minute avant de vacciner, ce qui ne permet bien sûr par sa consultation et le délai de réflexion que cela peut nécessiter.

Il est clair que cette mesure est indispensable dès lors que s'opère à défaut une discrimination inouïe entre les parents qui ont l'opportunité de lire la notice au préalable, en allant retirer eux-mêmes les vaccins en pharmacie, par rapport aux autres patients ou parents.

Pour améliorer ce volet « informatif », il semble aussi plus que nécessaire de supprimer définitivement un autre passe-droit accordé aux vaccins à savoir le droit d'en faire la publicité, contrairement à tous les autres médicaments sur ordonnance. Ceci implique bien sûr aussi la suppression de toute publicité déguisée, de la part d'autorités publiques par exemple, qui ont déjà démontré qu'elles étaient tout aussi à même d'« induire le consommateur en erreur », en exagérant les bénéfices, tout en minimisant les risques, comme reconnu par le Jury d'Éthique Publicitaire le 9 novembre dernier, au sujet de la publicité vaccinale de la Fédération Wallonie-Bruxelles. [8]

Enfin, il est indispensable si on veut réellement améliorer l'information du public, de veiller à l'indépendance TOTALE de TOUS les experts officiels, tout simplement parce que tout conflit d'intérêt, petit ou gros modifie radicalement l'objectivité des experts, « *interfère avec le jugement clinique et nuit à l'intérêt des patients.* » [9] Cela suppose de ne surtout pas accepter les prétextes des instances et du monde politique en place selon lesquels « l'indépendance totale est un mythe » ou encore que des experts qui n'ont jamais pris part à des essais cliniques seraient « de piètres experts » [10] car il faut bien comprendre que **la simple déclaration des conflits d'intérêts ne supprime pas pour autant les conséquences néfastes de ceux-ci**. Il faudrait par ailleurs également IMPOSER aux médias de toujours mentionner aux lecteurs les conflits d'intérêts des experts interrogés que ceux-ci les aient spontanément déclarés eux-mêmes ou pas.

Améliorer la liberté en matière de vaccination : POURQUOI & COMMENT

Vu les insuffisances criantes au niveau de l'évaluation de la sécurité des vaccins, on peut dire qu'il s'agit de produits expérimentaux or, avec le procès de Nuremberg, l'expérimentation sur des personnes non consentantes a été interdite. La Convention européenne d'Oviedo que plusieurs Etats (mais non la Belgique) ont signée stipule en son article 2 que « *L'intérêt et le bien de l'être humain doivent prévaloir sur le seul intérêt de la société ou de la science.* » [11]

Les obligations au nom d'une prétendue « protection collective » n'ont donc aucune légitimité, sans compter le fait que des épidémies ont déjà éclaté dans des populations vaccinées à + de 99%. [12]

De très nombreux pays n'ont pas d'obligations vaccinales et ne sont pas davantage confrontés à des épidémies. Selon un rapport commandé par le Ministère français de la Santé à un groupe d'évaluation européen (l'Agisdes), « **L'analyse de littérature scientifique montre qu'il n'y a pas de lien direct entre le fait qu'une vaccination soit obligatoire et un meilleur niveau de couverture vaccinale.** » [13]

Par conséquent, les obligations vaccinales de l'ONE sont non seulement inutiles, discriminatoires par rapport à Kind & Gezin (qui n'impose qu'un seul vaccin) mais aussi illicites.

Alors que diverses enquêtes et études indépendantes ont montré que la santé des enfants non vaccinés est globalement bien meilleure que celle des enfants vaccinés [14] et que la mortalité infantile est plus élevée dans les pays qui vaccinent le plus (à état sanitaire comparable) [15], il est tout simplement inacceptable que les parents aient à choisir entre leur travail et le choix de la meilleure santé possible pour leurs enfants. Il faut donc, **pour répondre à la demande**, la mise sur pied d'un système de crèches alternatif également subventionné, avec commun accord des parents dès l'admission sur l'absence d'exigences vaccinales, de façon à ce qu'il y ait la possibilité du choix de tous, dans le respect de chacun.

Initiative Citoyenne, collectif citoyen indépendant.

<http://www.initiativecitoyenne.be>

initiative.citoyenne@live.be

Références.

[1] <http://www.initiativecitoyenne.be/article-vaccins-le-vrai-scandale-des-faux-placebos-97058382.html>

[2] <http://www.initiativecitoyenne.be/article-le-public-devrait-etre-averti-que-les-vaccins-peuvent-avoir-des-effets-secondaires-a-long-terme-71003313.html>

[3] <http://www.initiativecitoyenne.be/article-la-securite-des-vaccins-n-a-jamais-ete-une-priorite-97113833.html>

[4] http://www.dailymotion.com/video/xgpfg9_l-aluminium-poison-au-quotidien-06-12-2010_webcam
http://www.dailymotion.com/video/xpkiin_vaccins-et-en-attendant-on-continue_webcam#
<http://rutube.ru/tracks/5253844.html>
http://www.kine-formations.com/docs/Myofasciite_a_macrophages.pdf

[5] <http://www.initiativecitoyenne.be/article-sante-on-sous-evaluerait-la-toxicite-de-certaines-molecules-chimiques-102508614.html>

[6] <http://www.initiativecitoyenne.be/article-61-de-ceux-qui-administrent-les-vaccins-sont-incapables-de-reconnaitre-un-effet-secondaire-94530911.html>

[7] <http://ddata.over-blog.com/xxxyyy/3/27/09/71/--de-1000-etudes-sur-les-vaccins.pdf>

[8] <http://ddata.over-blog.com/xxxyyy/3/27/09/71/DECISION-JEP--9-nov.-2011.pdf>

[9] http://www.minerva-ebm.be/articles/fr/2007/5-2007/5-2007_editorial.pdf

[10] <http://ddata.over-blog.com/3/27/09/71/dec-2011/Le-Soir-14-mai-2012--conflits-d-interets.pdf>

[11] <http://conventions.coe.int/Treaty/fr/Treaties/Html/164.htm>

[12] <http://ddata.over-blog.com/xxxyyy/3/27/09/71/IMMUNITE-DE-GROUPE--MYTHE-OU-REALITE.pdf>

[13] <http://www.agoravox.fr/actualites/sante/article/vaccination-nous-avons-vu-juste-30359>

[14] <http://thinktwice.com/Dutch.pdf>

http://www.alis-france.com/download/courrier_alis_75-27-35.pdf

http://www.dailymotion.com/video/xgnpiw_les-enfants-non-vaccines-en-meilleure-sante_webcam

<http://childhealthsafety.wordpress.com/2011/08/26/new-survey-shows-unvaccinated-children-vastly-healthier-far-lower-rates-of-chronic-conditions-and-autism/>

[15] <http://www.initiativecitoyenne.be/article-mortalite-infantile-elevee-dans-les-pays-qui-vaccinent-le-plus-74855575.html>